

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

SK/CG/AG

u° 663

2460

ARRETE

n° **013208** du **5 NOV. 2001** portant
dérogation aux prescriptions de distance applicables à une installation classée
soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2120-2 de la nomenclature,
par voie de prescriptions spéciales
Monsieur Charly CASTELLANI à BERNWILLER

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment l'article 30 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 69 658 du 9 mars 1982 fixant les prescriptions générales relatives à la rubrique n° 58-2 (établissements de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage ... de chiens / de 10 à 50 animaux sevrés) ;
- VU** le récépissé de déclaration délivré le 30 septembre 1991 ;
- VU** la demande de dérogation déposée le 17 juillet 2001, par Monsieur Charly CASTELLANI « club vacances pour animaux » 15, rue d'Ammertzwiler à (68210) BERNWILLER ;
- VU** le dossier annexé à la demande ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 août 2001 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du **04 OCT. 2001**

CONSIDERANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 69 658 du 9 mars 1982 fixant les prescriptions générales relatives à la rubrique n° 58-2 impose une distance d'éloignement, par rapport aux tiers, de 300 mètres ;

CONSIDERANT que les installations concernées sont implantées à moins de 300 mètres et à plus de 100 mètres des premiers tiers ;

CONSIDERANT les mesures compensatoires proposées destinées à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut - Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Charly CASTELLANI exploitant la pension canine « *club vacances pour animaux* » 15 rue d'Ammertzwiller à (68210) BERNWILLER est autorisé à déroger aux prescriptions de distance par rapport à des habitations occupées par des tiers ou des locaux régulièrement occupés par des tiers.

Au sens du présent arrêté, on entend par

- habitation : tout local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.) ;
- local habituellement occupé par des tiers : tout local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

ARTICLE 2

Cette dérogation concerne l'exploitation des installations d'élevage implantées sur le territoire de la commune de BERNWILLER (section 28, parcelle 203) à une distance inférieure à 300 mètres d'habitations occupées par des tiers ou de locaux régulièrement occupés par des tiers.

ARTICLE 3

Les installations et équipement sont implantés conformément aux plans et notices jointes à l'appui de la déclaration de l'installation et de la demande de dérogation.

ARTICLE 4

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (plans, notice, étude, ...).

ARTICLE 5

La présente dérogation ne dispense par l'exploitant des formalités et accords exigibles au titre d'autres réglementation.

ARTICLE 6

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures susceptibles des préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à aucune indemnité, ni à aucun dédommagement.

ARTICLE 7

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur des services vétérinaires chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 6 NOV. 2001

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L. 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.